

Les partis genevois cassent la tirelire

Élections cantonales Les neuf partis ayant annoncé des listes dépenseront plus de trois millions pour séduire les citoyens. Le record de 2013 est battu.



Par Marc Bretton@BrettonMarc

08.01.2018

Tout augmente! La preuve, en 2018, les partis dépenseront plus que jamais pour les élections cantonales du 16 avril et du six mai. Selon les chiffres articulés par les neuf groupements ayant déjà annoncé des listes, les dépenses pour la campagne vont s'établir à 3,3 millions. C'est plus qu'en 2013.

Et l'écart pourrait augmenter! Le délai pour le dépôt des listes pour le Grand Conseil et le Conseil d'Etat court jusqu'à début février. Si le Parti pirate a d'ores et déjà renoncé, les Verts libéraux pourraient encore monter dans le train. Et puis, les sommes dépensées pourraient bien dépasser les prévisions. En 2013, le MCG avait «claqué» 200 000 francs de plus que prévu. Comme l'UDC qui avait dépensé 130 000 francs de plus. L'inconnue du parti d'Éric Stauffer, le GEM (ou le J'M c'est selon) mérite aussi d'être suivie de près. Car le parti annonce qu'il dépensera «plusieurs centaines de milliers de francs». Mais à l'interne, on susurre que le million est proche...

Budgets des partis pour les élections cantonales

	2018	2013	2009
MCG	800 000	600 000	324 427
PLR	500 000	700 000	550 000
GEM	500 000*	--	--
PDC	400 000	400 000	400 000
PS	350 000	350 000	365 000
UDC	320 000	380 000	150 000
Verts	250 000	350 000	330 000
EàG	200 000	120 000	110 000
LPG	30 000	--	--
PBD	--	70 000	--
Vlib	--	30 000	--
Pirates	--	10 000	--
Total	3 350 000	3 010 000	2 229 427

* Estimation

O.C. SOURCE: LES PARTIS GENEVOIS

En réalité, seul l'examen des comptes de campagne permettra d'y voir clair. Mais ce ne sera pas possible avant longtemps, puisque les comptes 2018 des partis ne seront transmis au Service des votations qu'au 30 juin 2019.

Des hauts et des bas

Qui dépensera quoi? En comparant les années, on voit que certains partis augmentent leurs budgets par rapport à 2013. Sans parler du GEM, c'est le cas du MCG et d'Ensemble à gauche. D'autres restent stables, comme le PS, le PDC. D'autres baissent comme le PLR, les Verts ou l'UDC. Ces évolutions peuvent être contraintes ou résulter d'un choix ou même du hasard: «Nous avons décidé de mettre plus de moyens durant la législature sur les combats qui nous importent, explique ainsi la secrétaire générale des Verts, Delphine Klopfenstein. Nous avons donc moins d'argent pour les élections. Mais nous espérons que le travail mené permettra aux citoyens de nous identifier.» La baisse de l'UDC Genève pour sa part est «factice». Le parti s'est vu offrir une publication à 60 000 francs par le parti Suisse, ce qui lui a permis de limiter ses propres dépenses, sans diminuer le volume de sa propagande électorale. La chute des moyens du PLR surprend. Mais son président ad interim, Adrien Genecand, trouve que le budget est très raisonnable: «Avant la fusion du PLR, quand il y avait deux partis, un libéral et un radical, certaines dépenses obligatoires devaient être faites à double. Et puis les libéraux avaient carrément trop de moyens.» Le régime minceur du PLR a toutefois peut-être d'autres causes: en 2013, le parti avait perdu sept députés et un magistrat.

Or un élu, c'est de l'argent! Au PDC ou au PS par exemple, la moitié des «jetons de présence» des élus, somme perçue pour chaque séance, revient à la «maison mère». Cet argent, environ 10 000 francs par député et par an, complète les cotisations des membres et les dons privés. Il est patiemment thésaurisé durant la législature en attendant les élections. Mais encore faut-il avoir des élus! Or les petits partis en ont peu. C'est pourquoi, la liste pour Genève (LPG), regroupant La Gauche et les radicaux de gauche ne pourra compter que sur quelques dizaines milliers de francs pour se faire connaître. «La responsabilité civique des médias est à cet égard essentielle», explique le député Pierre Gauthier.

Lourdes dépenses

A quoi sert l'argent des partis? Essentiellement à financer la publicité. Et c'est cher! Tout se paye: un tous-ménages revient à environ 50 000 francs, une campagne d'affichage à 40 000 francs. L'habillage des bus et trams peut varier entre 50 000 et 100 000 francs. En parallèle, les partis investissent les réseaux sociaux, y compris l'UDC, ce qui est nouveau. Tous travaillent leur graphisme.

Ces dépenses se justifient-elles vraiment? Difficile à dire. «Au-dessous d'un certain seuil, on reste invisible», remarque Pierre Gauthier. Mais au-delà, nos interlocuteurs, Nadia Méric (PS), Pablo Cruchon (EAG), Bertrand Buchs (PDC), François Baertschi (MCG) estiment avec des tonalités différentes que pour gagner des élections, il faut «un bon produit et bien le vendre». Autrement dit, sans contenu, la communication, ce n'est que du vent.

(TDG)

Créé: 08.01.2018, 19h30

Votre avis

Avez-vous apprécié cet article?

Oui

Non